

CONFÉRENCE DE PRESSE À LA MAISON-BLANCHE

George W. Bush sur la défensive



Le président Bush a donné la troisième conférence de presse en prime-time de son mandat. Il a annoncé que l'occupation de l'Irak se prolongerait bien au-delà du « *transfert de souveraineté* » prévu à la fin du semestre. Non seulement aucun retrait n'est à l'ordre du jour, mais 20 000 hommes supplémentaires arrivent sur zone. Il a redéfini l'ennemi mondial des États-Unis : une idéologie politique de fanatiques musulmans qui œuvrent depuis 1983. Enfin, il a rejeté toute responsabilité dans les attentats du 11 septembre réaffirmant qu'ils ont été organisés par Oussama Ben Laden.

page 2

Kofi Annan, nouveau bouc émissaire

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Per Ahlmark accuse Kofi Annan d'être notamment responsable du massacre de Srebrenica et du génocide rwandais, au motif qu'il exerçait d'importantes fonctions à l'ONU à ces moments-là. Les décisions appartenaient alors au Conseil de sécurité, mais Annan était là et constitue un bouc émissaire de choix. Per Ahlmark avait déjà mené la charge contre Hans Blix, pour le plus grand bonheur de l'administration Bush. M. Ahlmark espérait à l'époque jouir de son forfait en occupant les fonctions de M. Blix.

page 6

REPÈRE : 17 AVRIL 1961

La CIA et Kennedy défaits à la Baie des Cochons

Obsédée par la révolution cubaine et la peur d'une base communiste à ses portes, l'administration Eisenhower avait décidé en de renverser Fidel Castro à l'aide d'une armée de cubains exilés, entraînés au Guatemala. À son arrivé au pouvoir, en 1961, J.F. Kennedy s'oppose à l'opération pour finalement l'autoriser, mais sans soutien militaire direct. Le 17 avril, les 1500 hommes de la Brigade 2506 débarquent dans la Baie des Cochons... où les attend l'armée cubaine. Sans le soutien de l'aviation US, l'opération échoue et les 800 survivants sont faits prisonniers. Castro triomphe. Kennedy assume personnellement la responsabilité de l'échec, mais menace Allen Dulles, chef de la CIA, pour lui avoir menti sur la situation cubaine. L'état-major états-unien planifie alors des attentats terroristes intérieurs pour convaincre l'opinion publique d'entrer en guerre contre Cuba (Cf. Opération Northwoods). Kennedy s'y oppose à nouveau, mais il est bientôt assassiné. ■



WASHINGTON ÉVACUE SES DIPLOMATES D'ARABIE SAOUDITE

Après la découverte de véhicules piégés et les récents combats entre les forces de l'ordre et des hommes lourdement armés en Arabie Saoudite, les autorités états-uniennes ont élevé leur niveau d'alerte et entrepris l'évacuation de la majeure partie de leur personnel diplomatique du pays. Elles ont par ailleurs « *vivement conseillé* » à tous leurs ressortissants de reporter leurs projets de se rendre dans le Royaume et, pour ceux qui s'y trouvent déjà, de quitter le pays au plus vite. Rappelons que les compagnies pétrolières états-uniennes perdront le monopole de leurs concessions, en 2005, à moins qu'elles ne réussissent à renverser d'ici-là le prince régent Abdallah (cf. notre article « Aucune amitié ne résiste au pétrole »). ■

Conférence de presse à la Maison-Blanche

George W. Bush sur la défensive

Le président Bush a donné la troisième conférence de presse en prime-time de son mandat. Il a annoncé que l'occupation de l'Irak se prolongerait bien au-delà du « *transfert de souveraineté* » prévu à la fin du semestre. Non seulement aucun retrait n'est à l'ordre du jour, mais 20 000 hommes supplémentaires arrivent sur zone. Il a redéfini l'ennemi mondial des États-Unis : une idéologie politique de fanatiques musulmans qui œuvrent depuis 1983. Enfin, il a rejeté toute responsabilité dans les attentats du 11 septembre réaffirmant qu'ils ont été organisés par Oussama Ben Laden.



Le président George W. Bush a donné, mardi 13 avril 2004, la troisième conférence de presse en prime time de son mandat. Cet exercice qu'il redoute était devenu nécessaire au fur et à mesure que le doute grandit à propos de sa passivité avant le 11 septembre et du sens de son engagement en Irak. Un doute qui se traduit par sept points de retard, dans le dernier sondage *Newsweek*, sur son concurrent démocrate John Kerry.

Pour limiter ses difficultés, le président a d'abord lu sur son prompteur une déclaration de dix-sept minutes sur la situation en Irak. Il lui restait donc moins de trois quart d'heure pour répondre aux questions des journalistes, qui n'étaient pas toutes convenues à l'avance, même si elles étaient attendues. Elles se sont concentrées sans surprise sur l'Irak encore et le 11 septembre, avec juste une allusion à la campagne électorale. Pas un mot sur les questions

économiques et sociales, ni même sur les problèmes de société qui font la couverture des magazines comme le mariage gay.

Les « événements » d'Irak »

Le président a d'abord désigné les responsables des « événements » qui ont coûté la vie à des dizaines de soldats et mercenaires de la Coalition au cours des derniers jours :

« Selon nos commandants militaires, trois groupes sont à l'origine de cette violence : certains tenants du régime de Saddam Hussein ainsi que des militants islamiques ont attaqué les forces de la coalition dans la ville de Falloujah. Des terroristes d'autres pays se sont infiltrés en Irak pour organiser des attaques. Dans le sud de l'Irak, les forces de la coalition font face à des émeutes et à des attaques qui sont provoquées par un religieux extrémiste du nom de Al-Sadr (...) Il ne s'agit pas d'une guerre civile, ni d'un soulèvement de la population. »

Il s'est appliqué à ne jamais employer l'expression « forces d'occupation » pour mieux démentir qu'elles puissent rencontrer une résistance populaire.

Un pseudo-transfert de souveraineté

Puis, assurant que le but de la Coalition est de transférer au plus vite la souveraineté aux Irakiens, il a confirmé le calendrier de mise en place du nouvel État.

« La nation irakienne s'apprête à se gouverner elle-même, et les Irakiens et les Américains en auront la preuve dans les mois à venir. Le 30 juin, lorsque sera hissé le drapeau de l'Irak libre, les dirigeants irakiens assumeront la responsabilité entière des ministères du gouvernement. Ce jour-là, la loi administrative de transition, qui comprend une déclaration des droits sans précédent dans le monde arabe, entrera en vigueur (...) D'après le calendrier déjà approuvé par le Conseil de gouvernement, l'élection d'une assemblée nationale aura lieu en Irak en janvier prochain au plus tard. Cette assemblée rédigera une nouvelle Constitution permanente qui sera présentée au peuple irakien lors d'un référendum national organisé en octobre de l'année prochaine. Les Irakiens éliront ensuite un gouvernement permanent le 15 décembre 2005 au plus tard, élection qui conclura la transition de l'Irak de la dictature à la liberté. »

Cependant ce calendrier se heurte à bien des problèmes. En premier lieu, comme ne cesse de la faire remarquer l'ayatollah al-Sistani, on ne voit pas comment « le 30 juin, la souveraineté irakienne sera remise aux Irakiens », puisqu'à cette date, il n'y aura pas d'autorité élue par le peuple irakien, mais uniquement un Conseil de gouvernement nommé par les forces d'occupation. Sur ce point, M. Bush a déclaré compter sur l'envoyé spécial des Nations unies, Lakhdar Brahimi. Mais celui-ci s'est précisément discrédité auprès de tous ses interlocuteurs irakiens en acceptant de couvrir ce pseudo-transfert de souveraineté à un gouvernement fantoche.

Pour faire bonne figure, M. Bush a rappelé qu'une mission de l'ONU prépare les élections de janvier 2005. Les téléspectateurs ont pu ainsi avoir l'impression d'une collaboration entre l'ONU et la Maison-Blanche dans une marche vers la démocratie.

Surtout, l'indépendance de l'Irak n'étant qu'une mise en scène, elle ne signifiera pas la fin de son occupation.

« Notre engagement envers le succès et la sécurité de l'Irak ne prendra pas fin le 30 juin. Le premier juillet, et au-delà, notre aide à la reconstruction et notre engagement militaire continueront. Après avoir aidé les Irakiens à se doter d'un nouveau gouvernement, les forces de la coalition les aideront à protéger ce gouvernement de toute agression extérieure et de toute subversion interne. »

George Bush redéfinit son ennemi : « l'idéologie de l'assassinat »

Enfin, George W. Bush a longuement expliqué que la guerre contre l'Irak est une bataille de la guerre, plus vaste, contre le terrorisme. Pour ce faire, il a développé sa conception du « *complot islamiste mondial* ».

« La violence que nous voyons en Irak est familière. Les terroristes qui prennent des otages ou qui placent des bombes au bord de la route près de Bagdad servent la même idéologie que les assassins qui tuent des voyageurs innocents dans les trains de Madrid et des enfants à bord des autobus de Jérusalem, qui font exploser une boîte de nuit à Bali et qui tranchent la gorge d'un jeune journaliste [Daniel Pearl] parce qu'il est juif.

Nous avons vu cette même idéologie de l'assassinat à l'œuvre dans le massacre de 241 marines à Beyrouth [en 1983], dans le premier attentat contre le World Trade Center [en 1993], dans la destruction de deux ambassades en Afrique [en 1998], dans l'attaque du destroyer Cole [en 2000] et dans l'horreur implacable infligée à des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants innocents le 11 septembre 2001.

Ces actes ne sont pas l'œuvre d'une religion ; ils sont l'œuvre d'une idéologie politique fanatique. Les partisans de cette idéologie cherchent à instaurer la tyrannie au Moyen-Orient et au-delà. Ils cherchent à opprimer et à persécuter les femmes. Ils cherchent à tuer des juifs et des chrétiens, ainsi que tout musulman qui préfère la paix à la terreur théocratique. Ils cherchent à paniquer les États-Unis et à les pousser à se replier, et à dresser les nations libres les unes contre les autres. Et ils cherchent à obtenir des armes de destruction massive, afin d'exercer leur chantage et leur terreur à grande échelle. »

Cette description comprend de grandes nouveautés. Elle amalgame des événements hétéroclites sur une période de dix-neuf ans. Même si certains réécrivent rapidement l'histoire et imputent aujourd'hui l'attentat du WTC de 1993 à Al Qaïda, il n'est encore venu à l'idée de personne d'établir un lien entre Oussama Ben Laden et l'attentat de Beyrouth, en 1983. À cette époque, Ben Laden était le trésorier de l'opération conjointe de la CIA et des services saoudiens pour combattre les Soviétiques en Afghanistan. La théorie bushienne du complot a donc franchi un pas supplémentaire. Elle englobe désormais toutes les violences commises par des musulmans contre des intérêts « *occidentaux* », quels qu'en soient les modalités, les motifs et le contexte.

Au cours des questions qui ont suivi, le président a cherché à rassurer ses électeurs face au drame irakien. Jouant sur le sentiment patriotique, il a voulu écartier définitivement les comparaisons avec le Vietnam : « *Je pense que cette analogie est erronée. Il m'arrive aussi de penser que cette analogie envoie un*

mauvais message à nos troupes, et envoie un mauvais message à nos ennemis. ». Il a annoncé l'envoi de 20 000 hommes supplémentaires en le présentant, tel un joueur de bonneteau, comme un effet d'optique provoqué par une rotation des personnels. Surtout, il s'est bien gardé d'évoquer les moyens supplémentaires qu'il lui faudra prochainement demander au Congrès pour faire face à l'insurrection et que l'on estime à 70 milliards de dollars. Il a aussi évoqué un souhaitable transfert du fardeau de l'occupation à l'OTAN, dont 17 membres sur 26 sont déjà présents en Irak. Mais cette idée est irréaliste, sauf à modifier la nature de l'OTAN. Celle-ci ne serait plus une alliance au sein de laquelle chacun doit prêter main-forte aux autres lorsqu'ils sont agressés, mais un réservoir de supplétifs d'Empire.

11 septembre : choisir entre l'incompétence et la complicité

Toutes les autres questions, pendant trente-cinq minutes, ont tourné autour du 11 septembre. Deux ans et demi après les attentats, l'opinion publique intérieure ne sait plus ce qu'elle doit croire. La commission « *indépendante* » d'enquête nommée par George W. Bush ne mène aucune investigation sur les attentats eux-mêmes, mais a voulu faire diversion en traitant d'éventuelles erreurs d'appréciation des services de renseignement. Sa mission principale est d'analyser le fonctionnement de l'administration avant les attentats et de proposer des réformes de structure. Toutefois, au fur et à mesure des auditions, elle a mis en évidence que de nombreuses alertes étaient parvenues à temps à l'exécutif qui n'avait pas réagi. Du coup, la commission ne peut dissiper le soupçon de complicité de l'administration qu'en l'accusant d'incompétence, ce qui n'est pas exactement un cadeau en période électorale.

À tout moment, le président est apparu sur la défensive. Il s'est montré fuyant lorsqu'on lui a demandé pourquoi il ne voulait témoigner devant la commission qu'accompagné de son vice-président, Dick Cheney, et n'a fourni aucune réponse claire. Il a refusé de reconnaître la moindre erreur, comme l'en pressaient les journalistes. Et il a été obligé de réaffirmer sa compassion pour les victimes et de rappeler la version officielle des événements, admettant implicitement qu'elle n'est plus partagée par tous.

« Écoutez, je peux comprendre pourquoi certains dans mon administration [comme David Clarke] sont torturés à l'idée que des gens ont perdu leur vie. Je ressens la même chose. En fait, ça me rend malade quand je pense aux morts de ce jour-là. Et comme je disais, j'ai déjà rencontré beaucoup de membres des familles et je fais de mon mieux pour les consoler de la perte d'êtres chers. Comme je disais, je pense souvent à ce que j'aurais pu faire différemment. Je peux assurer le peuple américain que si nous avions eu le moindre indice que cela allait arriver, nous aurions fait tout ce qui était en notre pouvoir pour arrêter les attentats. Voilà comment je perçois tout cela. La personne qui est responsable de ces attentats était Oussama Ben Laden. Voilà le responsable de la mort d'Américains. Et c'est pour cela que nous resterons sur l'offensive tant que nous n'aurons pas traduit ces gens en justice. »

Kofi Annan, nouveau bouc émissaire

Analyse

En acceptant une fonction, on endosse une responsabilité. Sidney Blumenthal, ancien conseiller de Bill Clinton, rappelle dans le *Guardian* qu'ainsi Kennedy se déclara responsable du désastre de la Baie des cochons, parce qu'il était président et qu'il avait cautionné une opération qu'il aurait dû empêcher. À l'inverse, cette semaine, les conseillers en communication de la Maison-Blanche ont dissuadé George W. Bush de reconnaître sa responsabilité dans les attentats du 11 septembre, bien qu'il ait été président à ce moment-là et qu'il eut pu essayer de les empêcher.

Cependant, exercer une fonction importante ne rend pas responsable de tout. Pourtant, Per Ahlmark, ancien vice-Premier ministre de Suède, accuse Kofi Annan d'être notamment responsable du massacre de Srebrenica et du génocide rwandais, au motif qu'il exerçait d'importantes fonctions à l'ONU à ces moments-là. Peu importe que les décisions aient appartenu au Conseil de sécurité, Annan était là et constitue un bouc émissaire de choix. On sera étonné de lire de telles accusations dans *Le Figaro*. Mais la mode est au lynchage et il est d'autant plus efficace que la victime est d'importance et qu'elle permet d'occulter les vraies responsabilités. Comme à l'habitude, ce comportement est le fait d'ambitieux. On se souvient que **Per Ahlmark avait mené la charge contre Hans Blix**, pour le plus grand bonheur de l'administration Bush. M. Ahlmark espérait à l'époque jouir de son forfait en occupant les fonctions de M. Blix. Mais l'Histoire ayant donné raison à ce dernier, il n'en a pas été récompensé. Le voici donc qui persiste dans ses méthodes pour poursuivre son plan de carrière.

David B. Rifkin Jr et Lee A. Casey montent au créneau pour défendre l'administration Bush mise en cause par la Commission d'enquête sur le 11 septembre. Ne pouvant incriminer les commissaires, puisqu'ils ont été nommés

par le président Bush, ils dénoncent une déviation des auditions par les témoins démocrates. Et ne pouvant défendre la passivité de l'administration Bush, ils assurent que l'administration Clinton n'aurait pas fait mieux. Le procédé est efficace pour écarter toute question sur les responsabilités actives, mais désespérant pour les États-Uniens, y compris pour les lecteurs du *Washington Times*. Car il revient à affirmer que, quel que soit le parti au pouvoir, le gouvernement fédéral est incapable d'assurer la protection des citoyens. Dans le *Daily Telegraph*, John Hulsman de la Fondation Héritage dénonce les complotistes de l'*Observer*. Ces derniers, s'appuyant sur le témoignage d'un ambassadeur britannique, prétendent que l'invasion de l'Irak a été convenue par Bush et Blair en septembre 2001. Mais ce n'est pas parce qu'ils en ont parlé qu'ils n'ont pas essayé de recourir aux sanctions internationales plutôt qu'à la guerre. Bref, les complotistes céderaient à un délire anti-américain au moment où il conviendrait de renforcer la relation spéciale qui unit Londres et Washington. On le voit, le recours à l'insulte pour stigmatiser tous ceux qui contestent la doctrine Bush se généralise dans le monde.

Le professeur Damien Kingsbury n'attend rien de bon de l'enquête australienne à propos de l'erreur d'appréciation par les services secrets de la menace irakienne. Le gouvernement Howard doit en effet faire face aux mêmes critiques que ses homologues états-unien, britannique et israélien. Mais à Camberra, il n'y aura ni déclaration tonitruante d'un David Kay, ni commission indépendante à la Lord Hutton, ni commission parlementaire comme à la Knesset, juste une enquête administrative. Dans *The Age*, Kingsbury relève que cette enquête sera dirigée par un certain Philip Flood, figure du lobby pro-Jakarta qui a, par le passé, embarqué l'Australie dans le soutien aux militaires indonésiens lors des massacres du Timor-oriental.

Henry Rosovsky et Jonathan Jacoby de l'Israel Policy Forum soulignent dans le *Boston Globe* qu'Ariel Sharon ne peut tout demander à Washington, sans jamais rien offrir en échange. Si les États-Unis et Israël ont lié leur sort, cela veut dire que Washington doit défendre Tel Aviv, mais cela doit aussi dire qu'Israël doit cesser de mettre les États-Unis dans une situation aussi inconfortable au Proche-Orient. Les deux auteurs n'ont pas été entendus par le général Sharon qui a réussi à faire avaliser son plan de redéploiement de troupes lors de sa visite à la Maison-Blanche et a obtenu en supplément une déclaration condamnant le « *droit au retour* » pourtant qualifié « *d'inaliénable* » en droit international.

Enfin, Daniele Capezzone et Matteo Mecacci franchissent un pas de plus dans le *Washington Times*. Les radicaux italiens, qui se sont mués en thuriféraires des États-Unis, prennent prétexte de la répression politique au Vietnam pour attaquer John Kerry, selon eux complaisant avec le régime communiste de Hanoï. On peut difficilement comprendre le soutien systématique aux États-Unis depuis la disparition de la menace soviétique, on comprend encore moins comment il évolue en un soutien à tout propos de l'équipe Bush.

Réseau Voltaire

Sidney Blumenthal



Sidney Blumenthal est ancien assistant et conseiller spécial du président Bill Clinton. Il est l'auteur de *The Clinton Wars*. Il a été éditorialiste du *New Yorker*, du *Washington Post* et de *New Republic*. Il est désormais éditorialiste au *Guardian* sur les questions de politique états-unienne et le correspondant à Washington de Salon. Com.

« Ne pas entendre ce qui va mal, ne pas lire ce qui va mal, raconter des sornettes »

Source : The Guardian

Référence : « Hear no evil, read no evil, speak drivel », par Sidney Blumenthal, *The Guardian*, 15 avril 2004.

Le 21 avril 1961, Le président Kennedy affirmait qu'il était responsable de l'échec de la Baie des cochons compte tenu de ses fonctions. Le 14 avril 2004, **George W. Bush** a nié toute responsabilité dans les erreurs qui ont permis le 11 septembre. Sa conférence de presse a été le point culminant de ses efforts pour nier une responsabilité mise en lumière par les auditions de la **Commission d'enquête sur 11 septembre**.

Bush a tenté de dissiper les accusations en affirmant que le mémo qu'il a reçu le 6 août le prévenant d'une menace terroriste était trop flou pour lui permettre d'agir alors que ce texte cite le World Trade Center et Washington comme des cibles potentielles. En réalité, Bush, contrairement à Clinton, ne lit pas ces mémos, il s'en fait lire un résumé par **George Tenet** quotidiennement. Bush ne lit pas. Il n'a pas dû lire le mémo de Clinton sur Al Qaïda, le rapport sur les armes de destruction massive irakiennes qui mettait en doute leur existence ou le rapport du **département d'État** sur l'Irak qui annonçait ce à quoi nous assistons aujourd'hui. Il ne lit pas et il ne fait donc que suivre ce que lui disent les néo-conservateurs et **Dick Cheney**.

C'est pour cette raison que Bush ignore les conseils des analystes militaires ou de certains sénateurs. Cela agace les militaires et la révolte gronde. Bush apparaît dans cette affaire comme un dirigeant aimant se trouver en haut de la structure hiérarchique, mais incapable de faire les efforts nécessaires à sa tâche. À nouveau, lors de sa conférence de presse, il s'est montré incohérent et a montré qu'il se prenait pour un croisé, mais la guerre religieuse ne fait pas partie de la doctrine militaire des États-Unis.

Per Ahlmark

Per Ahlmark, auteur et journaliste, est ancien vice-premier ministre de Suède. Il est connu pour ses prises de positions pro-américaines et violemment anticommunistes. Il a été le supérieur d'Hans Blix lorsque l'auteur était responsable de l'organisation des jeunes libérales de Suède en 1960.

« Kofi Annan et les hérésies de l'ONU »

Source : Le Figaro

Référence : « Kofi Annan et les hérésies de l'ONU », par Per Ahlmark, *Le Figaro*, 15 avril 2004.

Aucune autre organisation au monde n'est aussi respectée que l'ONU car elle incarne les rêves les plus nobles de l'humanité mais, comme le montre le scandale autour du programme pétrole contre nourriture au moment où on se remémore le génocide rwandais, ce respect n'est pas mérité. **Kofi Annan** est peut-être un faux prophète. Bien que respecté et populaire, il a commis de nombreuses erreurs dramatiques même si elles ont été dissimulées.

De 1993 à 1996, il fut sous-secrétaire adjoint aux opérations de maintien de la paix, puis sous-secrétaire général. Sa responsabilité est en cause dans le massacre de Srebrenica. L'administration Annan fut incapable d'alerter la communauté internationale du drame qui était en train de se produire et il ne demanda pas l'intervention de l'OTAN pour arrêter les Serbes. En 1994, au Rwanda, les forces de l'ONU étaient aussi sous sa responsabilité pendant et avant le génocide. Il ignora les rapports du général canadien Roméo Dallaire qui affirmaient que les Hutus étaient en train de préparer « l'extermination anti-Tutsis ». La seule réaction d'Annan fut de demander qu'on prévienne le gouvernement rwandais de ce rapport alors qu'il le mettait en cause. Il resta également d'une passivité extrême suite au crash de l'avion du président Habyarimana.

Malgré ces échecs dramatiques, il ne fut pas contraint à la démission, il fut promu secrétaire général, réélu à l'unanimité et il obtint le prix Nobel de la Paix. Les médias accroissent encore son aura en rappelant qu'il est marié à une suédoise parente de Raoul Wallenberg, mais rien pourtant ne lui permet de se comparer au diplomate suédois.

David B. Rivkin, Lee Casey

David Rivkin est avocat au cabinet Baker & Hostetler à Washington. Il a été membre du département de la Justice sous les administrations Reagan et Bush père.

Lee Casey est avocat au cabinet Baker & Hostetler à Washington. Il a été membre du département de la Justice sous les

« Secouer les arbres »

Source : Washington Times

Référence : « Shaking the trees », par David B. Rivkin Jr. et Lee A. Casey, *Washington Times*, 15 avril 2004.

Les auditions de la **Commission d'enquête sur 11 septembre** ont dégénéré, comme c'était prévisible en période électorale. Elles sont devenues un moyen de désigner des coupables. Les démocrates les utilisent pour tenter de saper la crédibilité de la politique de sécurité de George W. Bush et d'exonérer **Bill Clinton** de toute responsabilité. Ils affirment que l'ancien président démocrate,

administrations Reagan et Bush père.

qui a été incapable d'affronter Al Qaïda en huit ans de pouvoir, avait au moins pris la mesure de la menace à laquelle nous faisons face. Ils s'appuient également sur les déclarations de **Richard Clarke**.

Ces arguments sont démentis par la récente déclassification d'un mémo prouvant que l'administration précédente voyait Al Qaïda comme une menace bénigne et qu'elle a donc sciemment abandonné des moyens d'actions contre cette organisation. Aujourd'hui, tout le monde peut comprendre que le principal problème qui a mené à l'échec des services de renseignement dans cette affaire a été l'absence d'échange d'information. La principale raison de ce manque d'information est d'ordre légal : c'est le Foreign Intelligence Surveillance Act (FISA) qui créait un mur de séparation entre services collectant les informations à l'étranger et agence de sécurité intérieure.

Or, c'est Clinton qui a renforcé ce texte en allant beaucoup plus loin que ce qu'il prévoyait. Cela a miné les efforts des services de renseignement états-unis avant le 11 septembre. Cette décision démontre que l'administration Clinton n'avait pas aussi bien compris les enjeux qu'elle le prétend.

John Hulsman



Ancien membre du Center for Strategic and International Studies, John Hulsman est chercheur pour les affaires européennes à la Heritage Foundation. Il est l'auteur du livre, à paraître, *Lawrence of Arabia and the Perils of Nation-Building*.

« La relation spéciale est plus grande que les parties qui la composent »

Source : Daily Telegraph

Référence : « The Special Relationship is bigger than the both of us », par John Hulsman, *Daily Telegraph*, 15 avril 2004.

Les gauchistes frustrés qui se sont trompés sur le désarmement nucléaire, le relativisme moral face à l'URSS et la façon de gérer l'économie, veulent nous faire croire aujourd'hui qu'ils ont raison à propos d'une prétendue cabale de **George W. Bush** et **Tony Blair**. Tels des méchants de James Bond, ils auraient comploté pour attaquer l'Irak après le 11 septembre.

Pour *The Observer*, la décision conjointe aurait été prise neuf jours après le 11 septembre. Selon ce journal, **Blair aurait d'abord demandé d'attaquer l'Afghanistan et Bush lui aurait répondu que c'était entendu, mais qu'il faudrait ensuite attaquer l'Irak**. Le journal oublie de préciser que l'objectif du changement de régime en Irak date de **Bill Clinton** et que ce n'est pas parce que le sujet a été abordé le 20 septembre 2001 que la décision a été prise à ce moment-là, avant que l'on puisse observer que le système de sanction internationale ne fonctionnait pas. Les gauchistes doivent revenir sur terre. D'autres personnes qui doivent revenir sur terre sont les Américains anglophiles qui croient que tout va bien dans la relation avec la Grande-Bretagne. En 2003, 55 % des Britanniques estimaient que les États-Unis étaient une menace pour la paix mondiale, cela plaçait les États-Unis derrière Israël et la Corée du Nord mais devant l'Irak ou l'Iran. Les États-Unis doivent comprendre que leur alliance avec les Britanniques est vitale et qu'ils n'ont pas d'autres alliés de cette envergure. De leur côté, les Britanniques doivent comprendre que l'Union européenne ne remplacera jamais la « relation spéciale ». L'Union européenne est moins prospère que les États-Unis, dispose

d'une moins grande puissance militaire et demeure faible du fait de son indécision politique. Nous ne sommes pas dans une relation romantique, les États-Unis et le Royaume-Uni sont alliés car ils ont besoin l'un de l'autre.

Damien Kingsbury

Damien Kingsbury est professeur à l'école des études sociales et internationales de la Deakin University. Il est l'auteur de *Power Politics and the Indonesian Military*.

« Les erreurs du renseignement australien »

Source : The Age

Référence : « Australia's failure of intelligence », par Damien Kingsbury, *The Age*, 15 avril 2004.

Il est désormais évident que les responsables de haut niveau de la communauté du renseignement australiens ont orienté leur travail en fonction des préférences politiques d'un petit groupe attaché à la protection des élites indonésiennes. Cela a entraîné des débâcles comme la mort de plus de 1 000 personnes au Timor oriental en 1999 ou la mort de 88 personnes à Bali. Le mensonge sur les raisons de l'engagement de l'Australie dans la Guerre d'Irak participe également de cette logique.

En effet, dans ces trois cas, on a détourné des informations dont on disposait pour satisfaire un allié. Au cœur de l'establishment australien existe un « lobby pro-Jakarta » qui détourne l'action gouvernementale pour défendre les militaires indonésiens. Cela a été démontré par le rapport Toohey. Cette pratique a fini par développer les habitudes de distorsion des informations qui ont conduit aux fausses justifications de la Guerre d'Irak.

L'appel au secret d'État et le fonctionnement des institutions font que les responsables doivent rarement rendre compte de leurs pratiques dans ce domaine. Ce n'est pas la constitution d'une commission d'enquête sur l'Irak confiée à Philip Flood, ancien ambassadeur à Djakarta ayant exercé des responsabilités dans le renseignement australien, et président de l'institut australo-indonésien qui va faire évoluer cette pratique.

Henry Rosovsky, Jonathan Jacoby



Ancien membre du Conseil d'administration du Congrès juif américain, Henry Rosovsky est professeur émérite et doyen de l'université d'Harvard et vice-président de l'Israel Policy Forum.

Jonathan Jacoby est le fondateur d'Israel Policy Forum et le directeur de l'Institute for Policy and Communications

« Ce que les États-Unis attendent d'Ariel Sharon »

Source : The Boston Globe

Référence : « What the US needs from Ariel Sharon », par Henry Rosovsky et Jonathan Jacoby, *The Boston Globe*, 15 avril 2004.

Quand Ariel Sharon rencontrera George W. Bush aujourd'hui, il sera surtout préoccupé par la sécurité d'Israël. Mais, en tant que juifs américains préoccupés par la sécurité d'Israël et des États-Unis, nous souhaiterions que Sharon soit plus attentif aux implications de sa politique sur la sécurité des États-Unis. Israël et les États-Unis ont besoin l'un de l'autre. Israël doit régler le conflit israélo-palestinien pour que les États-Unis puissent collaborer efficacement avec les pays arabes dans la guerre au terrorisme et la stabilisation de l'Irak. Alors que les États-Unis veulent que ces pays prennent des risques politiques pour affronter le terrorisme, on peut attendre d'Israël qu'il fasse également des efforts face aux menaces qui pèsent sur la stabilité internationale. Mais les liens de Sharon avec les États-Unis sont ambigus. Il cite fréquemment son amitié avec Washington et observe les avertissements des États-Unis s'opposant à l'assassinat de Yasser Arafat, mais il rejette toute demande de Bush de négociation avec les États arabes, les compare aux nazis et refusait de travailler avec Mahmoud Abbas.

Il ne faut pas qu'Israël se laisse dicter son attitude par les États-Unis, mais il faut qu'il tienne compte de leur avis et de leurs priorités régionales. Ainsi, les États-Unis ont demandé que la clôture de sécurité soit construite de façon à limiter l'impact négatif sur une solution diplomatique et que le retrait de Gaza ne serve pas à s'assurer un meilleur contrôle de la Cisjordanie. Une alliance doit fonctionner dans les deux sens.

Daniele Capezzone, Matteo Mecacci



Daniele Capezzone est secrétaire générale des Radicaux italiens.

« Martyrs au Vietnam »

Source : Washington Times

Référence : « Martyrs in Vietnam », par Daniele Capezzone et Matteo Mecacci, *Washington Times*, 15 avril 2004.

Samedi, près de 150 000 chrétiens montagnards vietnamiens se sont rassemblés lors d'une manifestation pacifique de prière pour protester contre la répression politique et religieuse dans leur pays. La réaction d'Hanoï a été véhémement et a consisté en l'envoi de policiers, de militaires et même des civils spécialement formés contre les montagnards. Malgré les démentis du



Matteo Mecacci est membre du Parti radical transnational, appelé à devenir prochainement le « Parti Radical Libéral Européen pour les Etats Unis d'Europe et d'Amérique, pour l'Organisation Mondiale de la Démocratie et des Démocraties ».

gouvernement vietnamien, nous pouvons affirmer que la répression a fait des centaines de morts, mais que le régime de Hanoï a rapidement empêché qu'on parle de ce massacre en interdisant aux étrangers de se déplacer dans la région. Au début du XXème siècle, les Montagnards étaient 3,5 millions, mais ils ne sont plus que 700 à 800 000. Pendant la guerre, ils avaient choisi le camp des États-Unis et les autorités de Hanoï se sont vengées. Le 30 mars, Kok Ksor, le président de la fédération montagnarde en a appelé à l'ONU, mais, comme dans le cas des Rwandais, l'ONU semble incapable de réagir. Nous devons exiger que les ONG puissent accéder au centre du pays en faisant pression sur le Vietnam grâce à son désir d'entrer dans l'OMC l'année prochaine. Nous demandons au gouvernement états-unien de soutenir la requête à l'ONU pour l'établissement d'un bureau permanent du commissaire aux Réfugiés et du commissaire aux Droits de l'homme dans ce pays. Il faut également appliquer les clauses des accords avec le Vietnam qui traitent des Droits de l'homme. Nous demandons au Congrès états-unien d'adopter le Vietnam Human Right Act, jusqu'ici bloqué au Sénat à la commission des Affaires étrangères par le sénateur **John Kerry**.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .